Voir la « Parlatoras-korrespondenz » no. 134 en date du 20 février 2006

La COSAC discute les effets de la baisse de la natalité en Europe

Fasslabend: Une question clé pour le modèle social européen

Vienne (CP) - L'après-midi, la COSAC a poursuivi ses délibérations sous la présidence du président Werner Fasslabend en évoquant la stratégie de Lisbonne et en se concentrant sur la question de l'évolution démographique. « Il s'agit d'une question clé pour l'avenir du modèle social (modèle de vie) européen » a constaté M. Fasslabend dans son introduction ; selon lui, le problème principal d'une société vieillissante est la diminution de ses forces d'innovation et la baisse des investissements comme conséquence de la baisse de la natalité.

Le professeur d'université Wolfgang Lutz et la maître de conférence Alexia Prskawetz de l'institut de recherche démographie de l'Académie des Sciences ont présenté le sujet avec de nombreuses données statistiques, prévisions et analyses à l'appui. Dans son introduction, M. Lutz a fait état des changements démographiques dramatiques intervenus dans les différents pays européens en soulignant que la préoccupation majeure résultait du fait que le ratio entre le nombre de personnes actives et le nombre de retraités qui est aujourd'hui de 4:1 pourrait tomber à 2:1 à l'horizon 2050. Pour pallier à cette évolution, il s'agit d'accroître le taux d'emploi conformément aux objectifs de la stratégie de Lisbonne. La plupart des pays sont encore éloignés de ces objectifs, notamment l'Autriche et l'Italie pour le groupe d'âge des femmes ayant entre 55 et 65 ans - seuls les pays nordiques se situent au-dessus de la moyenne européenne.

Une société vieillissante doit s'attendre à des problèmes d'innovation et d'accroissement de la productivité, là-dessus les experts sont d'accord ; ils ont signalé en même temps que l'expérience professionnelle augmente avec l'âge, mais que d'autres qualifications comme l'habileté manuelle déclinent. Les régions démographiquement plus jeunes sont les concurrents de l'Europe lorsqu'il s'agit d'attirer des investisseurs internationaux, si bien que l'Europe est confrontée à des défis majeurs.

Un pronostic précis n'est pas possible étant donné que l'évolution future de l'espérance de vie, du taux de natalité et des migrations est incertaine. Il est tout aussi peu sûr dans quelle mesure les tentatives d'influencer le taux de naissance par des mesures politiques donnent vraiment des résultats. En Autriche, l'introduction de l'allocation pour enfants à charge a légèrement fait augmenter le taux de natalité, mais on ne sait pas encore s'il s'agit d'un effet passager ou permanent.

Dans l'histoire de l'humanité, jamais encore n'a-t-on assisté à un prolongement de la longévité accompagné d'une diminution du taux des naissances, un processus qui influencera durablement la société et

l'économie, a dit le P^r Lutz à la fin de son exposé. Cependant, il ne considère pas que l'Europe est en crise, il s'agit plutôt d'un défi à relever. La stratégie de Lisbonne est un moteur pour lutter contre les développements démographiques décrits.

Intervenant en premier dans la discussion, M. Mario Greco (Italie) a rappelé qu'il ne fallait pas oublier les rapports qui existent entre la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne et l'application des critères de Maastricht et il a souligné les différences qui existent entre les régimes fiscaux en Europe. Afin de pouvoir résoudre les problèmes démographiques, M. Greco a recommandé de promouvoir l'économie en améliorant les régimes de protection sociale. Il en va de la stabilité sociale et il s'agit d'encourager les gens à travailler plus longtemps. M. Anton Kokalj (Slovénie) s'est rallié à cette revendication, tout en critiquant de son côté les restrictions imposées aux nouveaux Etats membres en ce qui concerne la libre circulation des personnes dans le marché intérieur.

M. Atanas Shterev (Bulgarie) a informé ses collègues sur les mesures que le gouvernement de son pays a prises pour alléger la charge fiscale des familles et pour éviter la désintégration sociale des familles qui ont des enfants.

M. Sotirios Hatzigakis (Grèce) s'est exprimé en faveur d'une politique généreuse destinée à résoudre les problèmes démographiques en mettant en avant l'intégration des immigrés et la nécessité de l'apprentissage tout au long de la vie (LLL).

A la question du représentant polonais Golozemski qui voulait savoir comment les pays nordiques arrivaient à résoudre leurs problèmes démographiques, Mme Elisabeth Arnold du Danemark a répondu en rappelant que depuis les années dix neuf cent soixante, les femmes avaient été toujours plus nombreuses à intégrer les conseils municipaux et les parlements et qu'elles y ont milité avec succès en faveur des structures d'accueil pour les enfants et d'une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle. Ceci a conduit à une augmentation du taux des naissances. Il ne faut cependant pas oublier que les familles décident aujourd'hui librement du nombre d'enfants qu'elles désirent ; pour cette raison, Mme Arnold pense qu'il soit impossible de revenir aux taux de natalité du passé.

M. Herman De Croo (Belgique) a proposé d'intensifier les efforts dans le domaine de l'éducation, de travailler plus longtemps et de flexibiliser les horaires de travail, ce qui est indispensable pour préserver la compétitivité de l'Europe. M. De Croo s'est exprimé contre les barrières artificielles à l'immigration, tout en critiquant la politique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne qui consiste à « importer » des travailleurs très qualifiés en provenance de pays pauvres qui ont du mal à financer la formation de ces personnes.

M. Jozef Jeraj (Slovénie) a rappelé que son pays avait pour objectif de relever son PIB au niveau de la moyenne de l'UE. Dans ce contexte, le taux d'activité des femmes a augmenté, mais le taux de natalité est tombé au chiffre le plus faible de l'UE. En même temps, le rapport entre le nombre de personnes actives et de retraités est

passé à 2:1 parce que beaucoup d'ouvriers qui avaient travaillé dans des installations produisant pour le marché de l'ancienne Yougoslavie avaient été mis à la retraite. De ce fait, on ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour aider les familles. M. Jeraj a plaidé pour une politique sociale modifiée qui aurait pour but de faire augmenter la natalité, puisque l'immigration ne peut pas résoudre le problème démographique. L'Europe doit créer de meilleures conditions pour que les individus choisissent plus volontiers d'avoir des enfants.

M. Petr Lachnit (République Tchèque) a parlé d'un important défi économique et social, en demandant un nouvel agenda social européen et en considérant qu'il était nécessaire d'obtenir un accord sur le Traité constitutionnel européen.

M. Giacomo Stucchi (Italie) a également conseillé de relever le défi démographique en aidant les familles et en orientant prudemment l'immigration. A son avis, une action concertée de l'UE est nécessaire.

M. Edmund Wittbrodt (Pologne) a soulevé la question de savoir dans quelle mesure une augmentation de la productivité pouvait compenser les effets démographiques et quel était l'effet des allocations pour la prise en charge des enfants. Comme beaucoup d'autres délégués des nouveaux Etats membres de l'UE, M. Wittbrodt a critiqué les restrictions de la libre circulation des personnes dans le marché intérieur.

Le président de la Commission des affaires européennes du Bundesrat M. Gottfried Kneifel a également considéré que les changements étaient dramatiques. Vers 1900, l'Europe représentait encore 25% de la population mondiale alors qu'en 2050 ce ne seront plus que 7%. L'UE a besoin de 1,6 million d'immigrés par an pour couvrir tous les emplois, a dit M. Kneifel en décrivant à titre d'illustration l'histoire de sa propre famille comme étant typique pour l'évolution en Europe: issu d'une famille de dix enfants, il est père de quatre enfants adultes qui ne lui ont pas donné de petits-enfants.

Répondant aux questions soulevées dans la discussion, Mme Alexia Prskawetz a dit que dans sa politique de l'emploi, l'UE ne devait pas se concentrer exclusivement sur les travailleurs, mais qu'il fallait également s'occuper des employeurs, sans oublier qu'une mobilité plus grande des travailleurs pouvait accroître la productivité et la capacité d'innovation des entreprises, ce qui vaut notamment pour les prestations de services. Mme Prskawetz a accordé beaucoup d'importance à la politique en matière de formation et d'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie. Elle a encore ajouté que lors d'une diversification des régimes de protection sociale, il ne fallait jamais perdre de vue les objectifs sociaux poursuivis.

Le P^r Wolfgang Lutz a constaté qu'il était difficile de mesurer les effets des mesures politiques adoptées en faveur des familles puisqu'il y a plusieurs facteurs qui ont une influence sur la montée ou la baisse du taux des naissances. A cet égard, la France semble représenter une exception du fait que ce pays a mis en place une politique en faveur des familles il y a bien des années déjà. Les

concepts de vie et les images de la famille idéale ne changent pas rapidement et ne peuvent pas être influencés à court terme.

Dans ses conclusions, le président Werner Fasslabend a constaté que l'évolution démographique n'était en principe pas un sujet relevant de la compétence de l'UE, mais que c'était un sujet dont les Etats membres avaient la responsabilité. Néanmoins, comme les changements démographiques ont des conséquences au niveau européen, il est important qu'on en discute dans le cadre d'une réunion de la COSAC. Les exemples de la France et des pays nordiques démontrent qu'il est possible d'influencer la démographie par des décisions politiques. Il s'agit donc de sensibiliser les responsables politiques à l'existence de ces problèmes, de développer des concepts politiques et de poursuivre la discussion, a dit pour conclure M. Werner Fasslabend.
(Fin)